PROJECT MUSE®

Chapitre 13_Essai de mesure des facteurs intangibles du développement territorial

Published by

Massicotte, Guy.
Sciences des territoires: Perspectives québécoises.
Presses de l'Université du Québec, 2011.
Project MUSE. https://doi.org/10.1353/book.20045.

For additional information about this book
https://muse.jhu.edu/book/20045

[18.219.22.169] Project MUSE (2024-04-25 12:52 GMT)

CHAPITRE

13

Essai de mesure des facteurs intangibles du développement territorial

Le cas de la ruralité québécoise-canadienne

Augustin Ependa
Ph. D. en développement régional
Professeur à l'université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Les changements socioéconomiques et culturels qui ont affecté les communautés rurales, et plus particulièrement celles du Québec, posent aux théories du développement territorial une question fondamentale qui demeure toujours d'actualité. Comment expliquer que certaines communautés rurales d'ici ou d'ailleurs connaissent un processus de déclin démographique et socioéconomique alors que d'autres communautés, en apparence semblables et même voisines géographiquement, sont toujours inscrites dans une trajectoire de développement socioéconomique soutenu ? La réponse à cette question n'est pas simple, car l'inventaire des facteurs favorisant le développement des collectivités est difficile à faire. De même, les obstacles au développement endogène ne seraient pas uniquement de nature économique ou liés à leur dotation en ressources naturelles.

Quant à nous, nous posons l'hypothèse que deux catégories de facteurs font la différence entre la dévitalisation et le développement soutenu. D'une part, les facteurs tangibles (matériels ou structurels) qui relèvent de l'économie locale, de la démographie et de la géographie et, d'autre part, les facteurs intangibles (immatériels) qui concernent certaines dispositions ou capacités sociales, susceptibles de s'apprendre et de se

[18.219.22.169] Project MUSE (2024-04-25 12:52 GMT)

maîtriser, et qui favorisent l'appropriation territoriale qui, elle, est un élément essentiel au processus de développement local. Mais de tels facteurs, dits intangibles, laissent aussi entendre que leur quantification, bien que nécessaire, ne soit pas aisée.

Dans ce chapitre, qui repose essentiellement sur nos travaux de doctorat[1], la démarche est exploratoire et nous allons nous intéresser à la mesure de cette deuxième catégorie de facteurs dans une communauté, pour voir si leur présence ou leur absence coïncide ou non avec le fait qu'une communauté rurale soit en dévitalisation ou en développement.

Le but est de contribuer à cette nouvelle approche qui consiste à mettre l'accent sur les facteurs immatériels susceptibles d'influencer le développement territorial, particulièrement en milieu rural. Mais avant d'aborder cette question, convenons de revenir brièvement sur la compréhension du concept de territoire rural (ruralité) et sur celui des facteurs intangibles du développement.

De nos jours, diverses combinaisons possibles des critères servent à définir la ruralité. Ainsi, il se dessine une grande variété de territoires ruraux. En fait, la représentation de la ruralité dépend de ce que chaque chercheur veut introduire dans ce concept polysémique. Effectivement, la synthèse de ce que nous avons retenu dans la littérature (Servolin, 1989 ; Kayser, 1990 ; Vachon, 1991, Frouws, 1998 ; Schmitt et Geoffette-Nagot, 2000 ; Jean, 2000 ; Perrier-Cornet, 2002), confrontée aux discours des ruraux (Université rurale québécoise, 1999, et Nouvelle économie rurale, 1999 et 2001) permet de souligner trois constats.

Premièrement, le territoire rural est, avant tout, une source d'identité collective, un patrimoine à partager. Mais c'est aussi un paysage familier, un cadre de vie, un lieu de mémoire, un milieu naturel, un réseau de relations, une aire de sociabilité, un espace politique, un patrimoine à protéger et pourquoi pas une place, un terroir, etc.

Deuxièmement, d'un point de vue spatial, la spécificité rurale réside dans un ensemble de traits morphologiques particuliers. Ces traits se trouvent liés à un mode d'organisation de l'espace et de la vie : faible importance des surfaces bâties et artificialisées, prépondérance des surfaces agricoles ou occupées par des espaces naturels, culture et mode

1. Voir Augustin Ependa, *Les milieux ruraux québécois en restructuration : diagnostic, facteurs tangibles et intangibles de dévitalisation rurale et perspectives de développement local approprié*, Thèse de doctorat, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 2003, 387 p. Avec notre directeur de thèse, Bruno Jean, nous avons réalisé un article qui en résume certaines analyses ; voir « Le capital social et le développement des "capacités de développement" des communautés rurales : les enseignements d'une étude canadienne », dans la *Revue d'économie régionale et urbaine*, nº 5, 2004, p. 673-694.

de vie sociale particuliers, mais pas très différents de ceux de la ville et, dans le cas du Québec en particulier et du Canada en général, on ne peut pas nier la faible densité d'habitants vivant dans des localités de petites dimensions.

Troisièmement, la ruralité est principalement une représentation sociale, une construction sociale, en ce sens que chacun peut avoir une considération et une image différentes de ce qu'est la ruralité. Par exemple, la ruralité ne représente pas la même réalité chez les citadins et chez les ruraux. Au même titre, la ruralité n'a pas la même importance ou la même symbolique pour les écologistes que pour les propriétaires des compagnies d'exploitation des ressources naturelles.

Quant aux facteurs intangibles du développement, il s'agit d'éléments immatériels, c'est-à-dire les attributs sociaux, culturels, voire politiques, qui ont un impact significatif sur la dynamique locale, entre autres, l'éducation de la population, la gouvernance locale, les diverses formes de solidarité et de mobilisation, le sentiment d'appartenance, etc. D'aucuns penseraient que tous ces éléments sont des indicateurs du capital social qui, lui, est aussi défini de plusieurs manières. En sciences régionales, par exemple, la compréhension du concept de capital social est celle d'une notion très proche de celle de cohésion sociale. En effet, le capital social fait référence à tous les éléments autres que les infrastructures économiques et les richesses naturelles, mais qui contribuent à la cohésion sociale et à la dynamique locale (White et Lévesque, 1999 ; Woolcock, 2001).

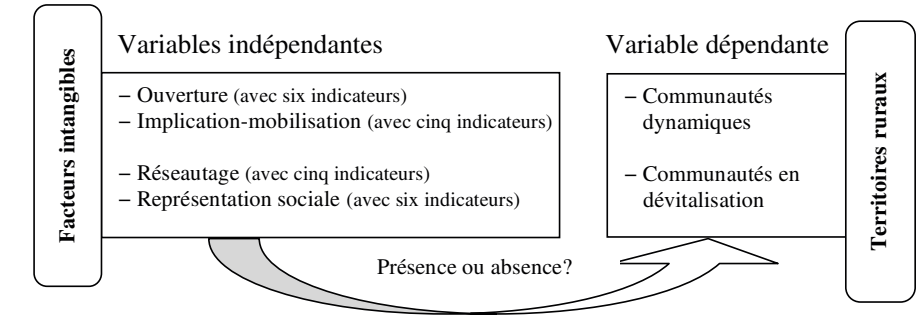
Bref, les facteurs intangibles dont il est question ici renvoient avant tout à la richesse immatérielle d'une personne ou d'un groupe de personnes ou d'une population qui contribue positivement à ce que Richard Florida appelle le capital de créativité, c'est-à-dire de l'expertise locale pour le développement socioéconomique. La question de comment les mesurer reste entière. Toutefois, nous partirons d'un certain nombre d'approches qui ont été proposées pour décrire et mesurer le capital social d'un territoire ou d'une organisation (Robert Putnam, 1999 ; Louis Côté, 2001 ; Pierre Bourdieu, 1980 ; Vincent Lemieux, 1997 ; Cornelia et Ian Flora, 1993).

Parmi toutes ces approches, nous avons adopté et enrichi celle des chercheurs américains Cornelia et Ian Flora, parce que l'opérationnalisation du concept de capital social qui ressort de leurs écrits est innovante. En effet, ces chercheurs affirment qu'il est possible d'évaluer le capital social d'un milieu donné en ne prenant en compte que trois variables : le degré d'ouverture aux opinions différentes (diversité symbolique), la capacité à se mobiliser et à s'impliquer (investissement-réinvestissement) ainsi que la qualité (et non la quantité) des liens (réseaux) entre les personnes physiques ou morales.

En adoptant cette approche, nous avons néanmoins ajouté une dimension supplémentaire à leur modèle. C'est ce que nous appelons les « perceptions sociales dans une communauté ». Il s'agit des images ou des représentations, positives ou négatives, que les gens se donnent de leur milieu de vie. À notre avis, les représentations sociales auraient des répercussions sur l'agir et l'implication dans les activités se déroulant dans une communauté. Par exemple, lorsqu'une communauté rurale se construit une image populaire positive, celle-ci peut servir pour attirer les investisseurs, les touristes et les immigrants. Mais cela peut aussi être une source de motivation à l'interne, singulièrement pour des actions de développement (cas de la Beauce québécoise). À l'inverse, une image négative du milieu devient un facteur susceptible d'inciter à l'exode et à la démotivation. Le cas de l'Abitibi-Témiscamingue ou de la Gaspésie, au Québec, en est un exemple typique. En fait, dans ce cas, l'image négative donne parfois lieu à des préjugés alarmistes qui finissent par influencer le comportement de la population, des décideurs et des investisseurs potentiels. Or, tout cela peut parfois relever des visions éloignées ou biaisées de la réalité rurale.

Sur le plan méthodologique, nous avons modélisé l'analyse comme suit.

Figure 1
Modèle d'analyse des facteurs intangibles sur le territoire rural



Pour mesurer et vérifier la présence de chacun des quatre facteurs intangibles, 22 indicateurs ont été retenus. Dans les pages qui suivent, ils seront cités selon le facteur intangible qu'ils traduisent ou qu'ils servent pour mesurer. Lors de l'analyse statistique, chaque indicateur aura deux modalités : l'une sera haute et l'autre sera basse. Cela nous permettra

[18.219.22.169] Project MUSE (2024-04-25 12:52 GMT)

d'examiner, par la suite, le lien corrélationnel (khi carré) entre chacun des 22 indicateurs et la situation en milieu rural québécois et canadien, qui elle aussi est présentée sous la forme dichotomique.

Pour commencer, nous tenons à rappeler les trois lignes directrices de la démarche empirique suivie. En premier lieu, toutes les analyses se feront sur la base d'un échantillon représentatif de la ruralité canadienne (voir la carte 1)[2]. Cet échantillon provient de la base des données du projet « Nouvelle économie rurale : NER » de la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale (FCRR)[3].

En deuxième lieu, comme cette base des données présente déjà une typologie de la ruralité québécoise et canadienne en deux catégories : d'un côté, les communautés dynamiques (*leading communities*) et de l'autre côté, les communautés en difficulté, en dévitalisation ou en déclin (*lagging communities*)[4], nous n'avons pas jugé bon d'en créer une autre.

À noter que la typologie dichotomique ci-dessus a été faite en classifiant les communautés en observation selon leur performance sur les plans socioéconomique et démographique (une trentaine de variables ont été utilisées). Elles traduisent, entre autres, le développement économique local, le dynamisme ainsi que l'ouverture du marché local[5]. Considérant cette typologie dichotomique, la technique statistique de l'arbre de décisions (*Answer Tree*) sera mise à contribution, puisque les variables non agrégées se prêtent bien à une telle analyse[6]. Soulignons que l'Answer Tree est une technique statistique qui combine les avantages des tableaux croisés (khi carré) et ceux de la régression linéaire multiple.

---

2. Trente-deux sites (municipalités rurales) répartis comme suit : Twillingate et Winterton (Terre-Neuve et Labrador) ; Springhill et Indian Brook (Nouvelle-Écosse) ; Lot 16 (Île-du-Prince-Édouard) ; Blissfield et Néguac (Nouveau-Brunswick) ; Cap-à-l'Aigle, Sainte-Françoise, Saint-Damase, Taschereau, Armagh et Saint-Roch-de-Mékinac (Québec) ; Carden, Usborne, Seguin, Tweed, Pic Mobert S. et North Plantagenet (Ontario) ; Benito et Rhineland (Manitoba) ; Spalding, Okanese 82 et Wood River (Saskatchewan) ; Hussar, Ferintosh et Girouxville (Alberta) ; Tumbler Ridge, Mackenzie et Port Alice (Colombie-Britannique) ; Upper Liard (Yukon) et Arctic Bay (Nunavut).

3. Il s'agit d'un observatoire de la ruralité canadienne qui assure un suivi permanent sur trente-deux sites (communautés rurales) répartis à travers les dix provinces canadiennes. Le but de cet observatoire est d'y étudier les capacités locales de développement.

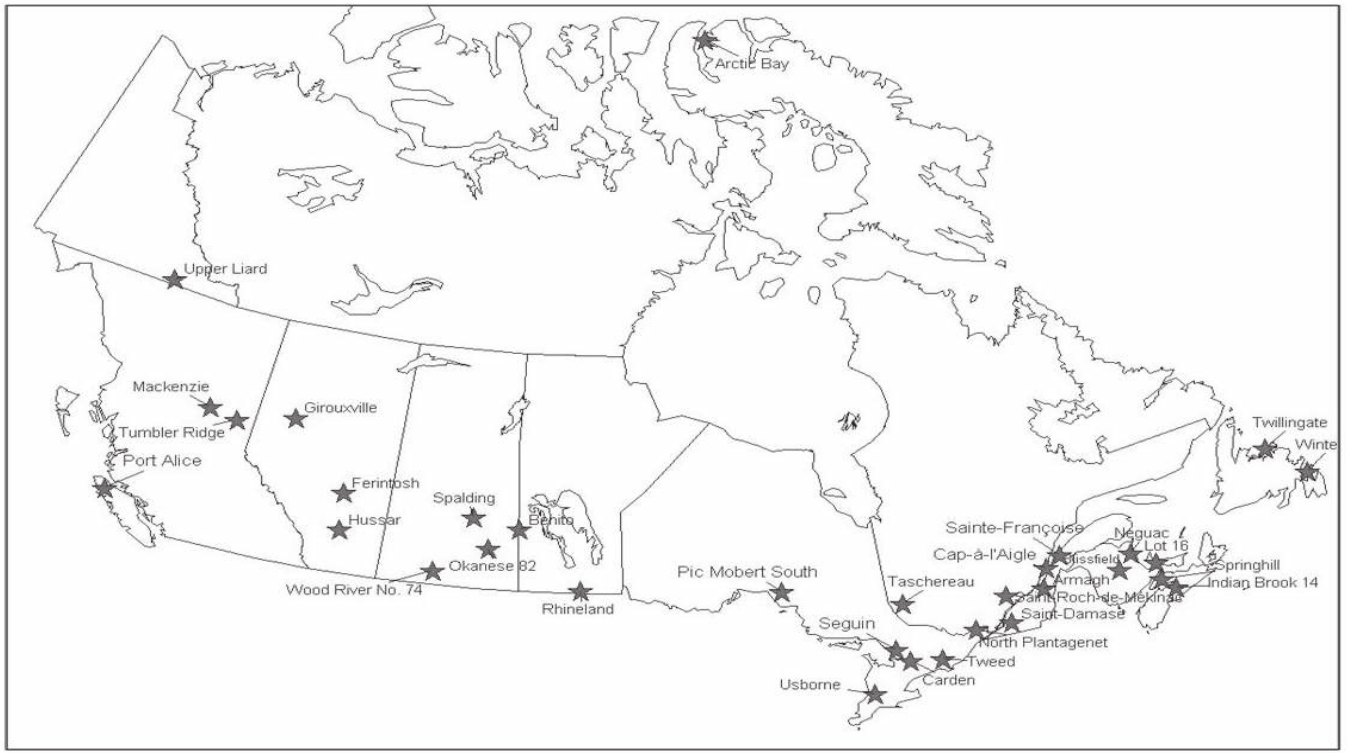
4. En fait, ce classement a été fait sur le terrain d'investigation à partir des réponses recueillies auprès de 1 995 répondants, dont 892 dans les sites *leading* et 1 103 dans les sites *lagging*). Au Québec, ce sont 423 répondants qui ont été interrogés. À noter que les répondants ont été choisis en raison de leur activité sur le terrain. Par exemple, les sites de Cap-à-l'Aigle dans Charlevoix et de Saint-Damase en Montérégie sont classés *leading*, alors que ceux de Taschereau en Abitibi-Témiscamingue et de Sainte-Françoise dans le Bas-Saint-Laurent sont classés *lagging*.

5. Bill Reimer, *Understanding the New Rural Economy : Choices and Options*. Sample Selection, Montréal, Concordia University, 1997, p. 7-13.

6. Nous remercions ici Johanne Boisjoly, professeure à l'UQAR et codirectrice de notre thèse de doctorat, qui nous a initiés à l'usage de cette technique d'analyse et qui nous a appris à la maîtriser. Les analyses présentées ici sont redevables de son expertise et de ses conseils.

Carte 1

Répartition des sites de recherche sur la nouvelle économie rurale à travers le Canada, 2006



Source : < nre.concordia.ca > .

En troisième lieu, puisque le concept de facteurs immatériels de développement (capital social, gouvernance, sentiment d'appartenance, etc.) a déjà fait l'objet d'une littérature consistante (voir les travaux de McClelland, Adiseshiah à l'Unesco, Sauvy, 1958 ; Bourdieu, 1980 ; Flora, 1993 ; Putnam, 1999 ; Côté, 2001 ; Ependa et Jean, 2003-2006…), la meilleure stratégie d'argumentation serait de faire, à chaque occasion, un parallèle entre la théorie et ce que les personnes interviewées à l'occasion des enquêtes NER de 2001 dans les milieux ruraux canadiens et québécois ont dit au sujet des éléments que nous considérons comme des indicateurs immatériels du développement territorial.

Dans cette perspective méthodologique, nous porterons une attention particulière aux questions qui touchent principalement aux opinions des personnes interviewées sur les sujets suivants : les dynamiques socioculturelle, associative et politique, ainsi que la vision de l'avenir.

Complétons cette introduction en signalant que pour la nécessité de la synthèse, nous n'allons pas présenter ou expliquer le modèle, les indicateurs, ni leurs modalités dans leur entièreté. De même, nous ne présenterons pas des tableaux, mais surtout les résultats de l'analyse statistique susceptibles d'apporter un nouvel éclairage sur les déterminants intangibles du développement territorial, dans le sens où certains chercheurs se sont appliqués à les définir.

1. LE DEGRÉ D'OUVERTURE AUX OPINIONS DIFFÉRENTES (DIVERSITÉ SYMBOLIQUE)

La notion de diversité symbolique veut dire la présence de valeurs, d'opinions variées et différentes dans une communauté. Elle renvoie donc à la capacité de celle-ci de permettre la discussion pour en arriver à des solutions diversifiées à un problème (Flora et Flora, 1993, p. 48-58). Ainsi, afin de pouvoir juger du dynamisme ou du déclin des communautés rurales canadiennes et québécoises en fonction de leur diversité symbolique, nous avons choisi d'explorer deux aspects : le degré d'ouverture aux différences et le degré d'ouverture traduisant les possibilités que chacune des collectivités rurales enquêtées offre à deux catégories de la population qui n'ont pas toujours leur place dans la vie civique, soit les femmes et les jeunes. Pour y parvenir, six indicateurs ou variables explicatives ont été retenus, à savoir :

- le degré d'ouverture à des opinions différentes dans la communauté ;
- le degré d'ouverture à d'autres races et ethnies ;

[18.219.22.169] Project MUSE (2024-04-25 12:52 GMT)

- l'accueil des étrangers ;
- le progrès de la communauté en matière d'accès à l'information ;
- les possibilités offertes aux femmes ;
- les possibilités pour les jeunes de 35 ans et moins.

À la suite des analyses exploratoires qui ont confirmé l'inexistence de la multicolinéarité entre les six indicateurs de la diversité symbolique, nous les avons soumis à un traitement statistique (selon la structure d'arborescence *Answer Tree*) pour savoir lesquels sont plus déterminants et dans quel sens ils influencent la situation en milieu rural. L'outil statistique nous a livré un message global clair quant à la prédisposition du milieu en termes d'ouverture d'esprit, c'est-à-dire, la possibilité d'y trouver un certain nombre d'avenues démocratiques. Considérant la longueur des tableaux et des diagrammes, ils ne seront pas présentés, seules les différences les plus significatives seront interprétées ici.

Parmi les six indicateurs introduits dans le modèle d'analyse, un seul n'a pas un effet discriminant significatif sur la revitalisation ou la dévitalisation en milieu rural canadien. Il s'agit de la variable accueil des étrangers. Pour les cinq autres indicateurs, les résultats montrent que le test de khi carré de Pearson est significatif, puisque dans tous les cas, le seuil de signification est en deçà de 0,05. Cela indique que les différences observées en termes d'ouverture entre les communautés dynamiques et les communautés en déclin ne sont pas l'effet du pur hasard, étant, en partie du moins, attribuables aux variables explicatives retenues.

La situation est en général en défaveur des milieux ruraux en déclin. Par exemple, parmi les personnes qui disent que dans leur communauté il n'y a pas d'ouverture à des opinions différentes, 71 % habitent dans les communautés en dévitalisation et 29 % dans les milieux en développement. À l'inverse, chez les répondants qui décrivent leurs collectivités comme étant ouvertes par rapport aux autres opinions, la proportion de ceux qui vivent dans les milieux dynamiques (77 %) dépasse de quarante-quatre points de pourcentage ce qu'on a dans le cas où il n'y a pas cette ouverture (23 %).

En même temps, lorsque les répondants déclarent ne pas avoir d'ouverture par rapport à d'autres races et ethnies tout en étant ouverts aux opinions différentes, ils se retrouvent dans les milieux en déclin dans les deux tiers des cas (66 %). Cela se traduit d'ailleurs dans l'évaluation du progrès local en matière d'accès à l'information. En fait, si nous évaluons la diversité symbolique en nous rapportant à la possibilité d'accéder à l'information utile, la structure d'arborescence a indiqué que, entre les

gens qui décrivent leurs milieux comme étant, en même temps, ouverts aux opinions diverses et aux autres ethnies et qui jugent que le progrès en matière d'accès à l'information y est remarquable, 63 % appartiennent aux milieux dynamiques. Mais quand les répondants du même groupe disent que dans leurs milieux rien n'a été fait pour faciliter l'accès à l'information, ceux-ci habitent les milieux en déclin dans 51 % des cas.

Ce résultat permet d'inférer que si les personnes qui vivent autour des répondants dans les communautés rurales partagent les points de vue ci-dessus, alors il y a plus d'ouverture aux différences dans les communautés dynamiques que dans les communautés en dévitalisation.

À propos des possibilités offertes aux jeunes et aux femmes, les statistiques révèlent deux faits importants. Premièrement, 53 % des répondants vivant dans les communautés dynamiques estiment que leurs communautés offrent aux jeunes la chance de réaliser leurs projets de vie localement. Par contre, quand les répondants décrivent leurs milieux comme ne donnant pas assez d'occasions aux jeunes, ils résident dans les milieux en dévitalisation dans environ trois cas sur quatre.

Deuxièmement, parmi les communautés qui offrent des possibilités aux jeunes de moins de 35 ans, il y en a qui les offrent en même temps aux femmes et d'autres qui ne leur offrent pas. Dans le premier cas, c'est-à-dire lorsque les répondants disent que leurs milieux offrent des possibilités pour les jeunes et pour les femmes, 64 % habitent dans des communautés dynamiques et 36 % dans des communautés en déclin. Dans le second cas, quand les personnes interrogées affirment que leur milieu offre des possibilités aux jeunes, mais pas aux femmes, les personnes de cet avis sont plus nombreuses dans les collectivités en déclin (69 %) que dans les collectivités dynamiques (31 %).

Nous voyons dans ces résultats un renforcement de l'hypothèse que l'exode rural au Québec et ailleurs au Canada n'est qu'un reflet d'un problème beaucoup plus profond, celui du manque de possibilités, surtout en termes d'implication dans les structures du pouvoir local, pour un certain nombre de personnes, en particulier pour les plus jeunes citoyens de ces communautés rurales.

Nous pouvons donc conclure qu'il y a une association entre la situation de la communauté et les indicateurs de la diversité symbolique. Mais comme une corrélation ne signifie pas forcément une relation, nous pouvons seulement dire, à ce stade, que les associations très significatives que nous venons d'expliquer peuvent s'avérer des relations de cause à effet entre la dynamique rurale et le degré d'acceptation des différences au niveau local. Cela a été démontré dans d'autres études aux États-Unis (Putnam, Flora, etc.). Nous parvenons à la même conclusion en nous

référant à la situation canadienne et québécoise. Le moins que l'on puisse dire à ce stade, en se fondant sur les constatations qui précèdent, c'est qu'au sein des communautés rurales, le processus de dynamisation passe par une certaine ouverture aux débats d'idées. Car « l'ouverture sur le monde extérieur est devenue l'une des composantes essentielles de la problématique du développement local. La prise de conscience de ce qui se fait ailleurs pour contrer des problèmes analogues sert de stimulant » (Joyal, 2002, p. 60).

En revanche, la faible ouverture aux opinions différentes peut provoquer un étiolement des voies de discussion ou un désaveu des dissidences dans les opinions. Cela peut être également interprété comme un signe d'un manque de capital social dans une communauté. Incontestablement, dans ce dernier cas de figure, il s'agit d'un obstacle majeur pouvant handicaper la créativité et l'implication sociale. C'est pourquoi un des grands dangers pour le développement local est de s'enfermer sur ses positions sans regarder les évolutions qui se font tout autour de soi.

Dans cette perspective, nous estimons que Cornelia Flora et Ian Flora n'ont pas tort de penser que le degré d'ouverture d'une population vis-à-vis d'autres cultures et par rapport à d'autres visions du monde rime avec le développement local du milieu et réciproquement ; surtout quand il s'agit des petites communautés rurales où les possibilités, les liens sociaux, bref l'infrastructure sociale, comptent plus que les ressources économiques tangibles. Pour étayer ce fait, voici quelques extraits de témoignages recueillis auprès des personnes-ressources interviewées dans le cadre du projet sur la nouvelle économie rurale.

> *Le climat négatif dans la communauté ; depuis une dizaine d'années, aucun facteur de mobilisation des gens. Il y a de plus en plus de chicanes internes. Le manque de motivation des citoyens. Il faut les motiver, et s'ils le sont, ils sont capables de grandes choses, mais il faut motiver les gens à faire des choses à s'impliquer et là tu peux avoir de beaux résultats. Les gens sont négatifs, ne sont pas optimistes. De plus, les jeunes, c'est la relève, mais on ne leur fait pas confiance. D'un autre côté, les jeunes, ils ne veulent pas commencer au pied de l'échelle ; pas d'information dans le village alors les critiques s'installent*[7].

Le mot « climat négatif » dans la communauté résume suffisamment la déficience dans la diversité de valeurs. Cela nous ramène à deux caractéristiques des communautés rurales évoquées par Flora et Flora : la forte densité d'interconnaissances et l'homogénéité dans les rôles. Ces deux éléments sont des obstacles majeurs qui conduisent à la relative fermeture aux opinions différentes. Les problèmes peuvent alors s'envenimer, croître

7. Compte rendu intégral du questionnaire d'entrevue NRE 2001.

[18.219.22.169] Project MUSE (2024-04-25 12:52 GMT)

à l'intérieur même de la communauté, au lieu d'être discutés et probablement résolus. Au bout du compte, si les gens restent fermés sur eux-mêmes, ils tendent toujours à ne plus s'investir dans leurs milieux de vie. Ce désengagement, lorsqu'il devient une norme, finit par créer une certaine mentalité attentiste qui amenuise toutes les formes de mobilisation sociale et qui décourage les gens à s'investir dans leur communauté.

2. LA CAPACITÉ À SE MOBILISER ET À S'IMPLIQUER (INVESTISSEMENT-RÉINVESTISSEMENT)

La dimension d'investissement-réinvestissement a trait à l'implication de la population. Elle traduit la capacité de mobilisation des ressources de différentes natures : en temps, en informations, en connaissances, en argent, etc. D'après nous, cette mobilisation est déterminante pour la dynamique locale, parce qu'une communauté rurale ou autre se doit d'être capable de mobiliser toutes les ressources disponibles pour les investir en son sein. Dans le cas contraire, on ne peut pas prétendre à un quelconque développement ascendant.

Pour mesurer le degré de mobilisation collective dans la ruralité canadienne et québécoise, nous avons alternativement croisé la situation de la communauté rurale avec les cinq variables ci-dessous :

- la contribution de la population en temps et en argent pour les causes communautaires ;
- la capacité de mobiliser et d'obtenir de l'aide auprès du gouvernement provincial ;
- la capacité de mobiliser et d'obtenir de l'aide auprès du gouvernement fédéral ;
- la capacité de se mettre d'accord devant une cause commune importante ;
- le fait de se sentir attiré par la vie communautaire et d'y participer.

Tous les indicateurs retenus ont un effet discriminant et ils distinguent les milieux ruraux dynamiques des milieux ruraux fragilisés. En examinant les particularités, il ressort nettement que 60 % des personnes interrogées qui disent avoir un attrait vers une vie communautaire se retrouvent dans des communautés dynamiques. À l'inverse, celles qui estiment n'avoir aucune attirance pour la vie communautaire vivent en très grande partie (79 %) dans les milieux en dévitalisation.

Il est possible que ces derniers vivent des dissensions internes qui réduisent l'attachement à de tels milieux. D'ailleurs, cela se répercute sur la contribution des gens en temps et en argent pour des activités communautaires. Par exemple, lorsque les habitants ne se sentent aucunement attirés par la vie de la communauté, on constate qu'ils n'y contribuent presque plus. En effet, une forte proportion (94 %) des personnes interrogées résidant dans les communautés rurales où la vie communautaire est de moins en moins valorisante affirment ne pas avoir contribué en temps (bénévolat) ni en argent aux événements locaux. En revanche, quand la population s'intéresse à la vie communautaire, on voit que la contribution des résidents sous forme de volontariat ou en argent ainsi que la capacité locale à mobiliser l'aide publique provinciale s'accroissent, spécialement dans les communautés dynamiques (55 %).

En ce qui a trait à la perception de la capacité à mobiliser l'aide publique fédérale, les résultats montrent que les citoyens qui sont fortement attirés par la vie communautaire, mais qui pensent que leurs communautés ont une faible capacité à mobiliser l'aide provinciale, tout en ayant une grande capacité à mobiliser l'aide du gouvernement fédéral, sont majoritairement des résidents des communautés en dévitalisation (72 %).

Ce comportement a certainement un sens. En fait, n'étant pas en mesure de se mobiliser pour obtenir de l'aide publique provinciale et ne bénéficiant que faiblement des contributions locales, les communautés en difficulté se rapportent, en dernier recours, à l'aide publique fédérale. Cette réalité laisse entrevoir la conclusion qui veut que dans les communautés rurales dynamiques, les gens se mobilisent plus facilement pour des causes communes et sont prêts à faire des gestes volontaires ou bénévoles pour maintenir leurs communautés vivantes.

On remarque d'ailleurs que les organisations implantées dans les villages dynamiques sont beaucoup plus en mesure d'aller chercher de l'aide gouvernementale provinciale, alors que les communautés les moins dynamiques ont plus d'attentes vis-à-vis l'aide des gens de l'extérieur[8] et du gouvernement fédéral.

Cette grande capacité de mobilisation pour attirer les ressources locales et même les aides publiques les plus accessibles est le signe que comparativement aux milieux ruraux en déclin, les milieux dynamiques regroupent plus de résidents qui ont un bon sens du leadership. On le constatera plus loin, dans la section sur la gouvernance. C'est peut-être

8. Ce type de comportement, on le retrouve dans plusieurs pays en voie de développement, particulièrement en Afrique, où à l'interne les gens se mobilisent difficilement et attendent toujours l'aide extérieure.

la force du leadership local dans les milieux dynamiques qui fait que les gens qui y habitent sont les plus disposés à s'accorder sur les choses les plus importantes pour la vie en communauté. C'est le signe que dans ces communautés dynamiques, les habitants ont un fort sentiment d'appartenance solidifié par l'attrait d'une vie communautaire. Les répondants qui ont exprimé un fort sentiment d'appartenance habitent généralement les communautés dynamiques ; inversement, on en retrouve peu dans les communautés en dévitalisation. D'après nous, tout cela est le signe d'un manque de cohésion sociale dans les collectivités fragilisées. Par ailleurs, cela se confirme aussi par le témoignage d'un maire d'une communauté en dévitalisation :

> *Le village est en déclin parce qu'on ne peut pas se mobiliser, on est trop petit, les jeunes s'en vont, ils ne peuvent ni s'impliquer, ni rester, car le prix des maisons est trop cher. On prend tout personnel et on a de plus en plus de la difficulté à bien intégrer les nouveaux arrivants ; diminution du sentiment d'appartenance ; la participation à la vie communautaire et à la vie religieuse en baisse ; individualisme, peu de jeunes, manque d'intérêt des gens de la communauté, on ne se mobilise plus comme par le passé. La communauté est divisée… il y a aussi le manque d'entreprises et d'industries, le manque de persévérance, etc.*[9].

En combinant l'information qui se dégage de cet extrait d'un entretien et celle des résultats statistiques obtenus, nous sommes en mesure d'affirmer que comparativement aux communautés rurales canadiennes ou québécoises en déclin, celles qui sont dynamiques sont plus entreprenantes ou plus mobilisatrices des ressources financières locales ou gouvernementales, des autres formes d'aide publique et de toutes les autres ressources susceptibles de contribuer au développement de leur territoire. Cela tend à confirmer que dans les milieux dynamiques de notre échantillon, il y a davantage de mobilisation des citoyens, plus d'entrepreneuriat et plus d'infrastructures sociales. En somme, il y a plus de capital social qui se retrouve par ailleurs moins présent dans les milieux en déclin. L'hypothèse de Cornelia Flora et de Ian Flora, selon laquelle l'implication des citoyens est un facteur de dynamisme local, se trouve confirmée par les données du terrain.

3. LA QUALITÉ DES RÉSEAUX

Quand on parle de réseau, on désigne un ensemble de liens sociaux entre les personnes ou entre les organisations. Comme on le sait, dans les années 1990, les recherches sur les milieux innovateurs s'inspirant du

9. Compte rendu intégral du questionnaire d'entrevue NRE 2001.

[18.219.22.169] Project MUSE (2024-04-25 12:52 GMT)

concept marshallien de « district industriel » (Beccatini, 1989) ont permis d'établir que le niveau de développement ou la dynamique territoriale va toujours de pair avec la présence des liens réticulaires formels ou informels.

En d'autres mots, le réseautage est devenu un des facteurs importants du développement territorial, parce que les réseaux sociaux forts permettent non seulement aux membres d'une communauté de mieux se connaître, mais aussi de mieux affronter les problèmes personnels et collectifs.

Ils sont aussi à la base de la manifestation des solidarités, dans la mesure où les réseaux d'amis et d'affaires, par exemple, ont cet avantage d'encourager la circulation de l'information, qui favorise aussi bien la quête et l'apparition des solutions novatrices que l'accumulation des perceptions sociales positives, qui à leur tour participent aussi à l'enrichissement des capitaux sociaux et économiques dans un milieu.

Nous avons exploité quelques questions de l'enquête NER 2001. Celles-ci tournaient autour des sujets tels :

- la capacité à travailler ensemble ;
- les réseaux d'amis et les échanges avec les autres membres de la communauté ;
- la demande d'aide en cas de besoin ;
- la possibilité de solliciter de l'aide dans la communauté en cas d'urgence ;
- la possibilité de bénéficier de la collaboration d'un groupe d'amis ou de voisins dans la communauté.

Pour tirer le meilleur parti des enseignements que recèlent les réponses à ces questions, nous avons décidé d'analyser tous les items choisis ensemble. Les résultats obtenus à ce sujet sont très révélateurs.

Lorsque les habitants décrivent leurs milieux comme ayant une grande capacité à travailler ensemble ou en réseau, ils se retrouvent dans les collectivités les plus dynamiques dans 53 % des cas. En revanche, parmi ceux qui jugent que leurs milieux ont moins de capacité à travailler ensemble, ce sont 83 % qui font partie de milieux ruraux en déclin. On peut en conclure que plus les habitants d'une communauté rurale la décrivent comme ayant une grande capacité à travailler en réseau ou ensemble, plus leur milieu a de bonnes chances d'être parmi les plus dynamiques. L'inverse est aussi vrai.

De plus, dans les collectivités rurales échantillonnées où il y a une grande capacité à travailler ensemble, les habitants qui croient obtenir un jour l'aide d'un réseau d'amis en cas d'urgence vivent majoritairement (63 %) dans les milieux dynamiques, contre 37 % seulement dans les milieux en déclin.

Mais là où il n'y a qu'une faible capacité à travailler en réseau, les habitants qui ne croient pas à l'aide d'un réseau d'amis, même en cas d'urgence, se retrouvent presque tous (99 %) dans les collectivités dévitalisées. Soulignons aussi le fait que c'est souvent dans le même type de communautés que la rareté des échanges rime avec le désaccord entre les résidents sur les questions d'intérêt collectif (60 %).

La question en suspens est de savoir maintenant si cette situation pourrait s'expliquer par l'absence même des réseaux adéquats dans les milieux en difficulté. Sur ce point, il se peut que le problème demeure un refus de la part des intéressés de se référer aux organismes civiques existant dans leur milieu[10]. Est-ce que c'est par manque de confiance et d'altruisme ou pour une autre raison non élucidée ? Seuls les habitants des villages concernés peuvent répondre à ce questionnement.

Néanmoins, sur la base de nos résultats, l'une des hypothèses plausibles serait que les habitants des milieux ruraux en déclin ne s'identifient pas vraiment à des organismes qui peuvent servir de tremplin au réseautage. Soit qu'ils n'y trouvent pas d'intérêt, soit qu'ils ne sont pas enthousiasmés à l'idée de se référer à des réseaux ou à des organismes locaux très peu productifs, à l'image des communautés dévitalisées elles-mêmes.

4. LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Par représentations sociales, il faut entendre l'image qu'une personne ou un ensemble de personnes peut se faire d'une réalité. Nous avons un exemple qui illustre cette notion : le milieu rural en général et la ruralité québécoise en particulier ont souffert et souffrent encore de certains stéréotypes. On dit que la ruralité va disparaître, qu'elle est sans avenir, qu'elle se vide, etc.

10. Dans une analyse faite pour le compte du projet Nouvelle économie rurale en 2002, nous avons écrit avec Bruno Jean un article intitulé « Mesure du capital social dans les communautés rurales canadiennes ». Nous avons trouvé que les communautés rurales canadiennes en déclin ont moyennement plus d'associations civiques, elles en créent plus et en perdent plus que les communautés dynamiques.

Le comble est que ce genre de discours, qui relève le plus souvent des visions biaisées de la réalité rurale, se transforme en cliché et d'une manière tacite les préjugés alarmistes finissent par influencer le comportement des décideurs et des investisseurs potentiels. Par conséquent, les collectivités rurales voient leur sort et leur développement dépendre de plus en plus des représentations que les gens de l'extérieur et de l'intérieur se font d'elles. En effet, lorsqu'une communauté rurale se construit une image populaire positive, celle-ci peut servir pour attirer les investisseurs, les immigrants, etc. Mais cela peut aussi être une source de motivation à l'interne, singulièrement pour des actions de développement. Sinon, une image négative du milieu devient une source d'exode et de démotivation.

Pour mettre en évidence le fait que les images qu'on se fait de la ruralité jouent aussi un rôle déterminant dans le processus de dévitalisation rurale, nous avons décidé d'introduire dans notre analyse du capital social six variables indicatrices souvent délaissées, mais qui traduisent certaines dimensions de la notion des représentations sociales, soit :

- les perceptions sociales des gens et de la vision du bien-être en milieu rural ;
- la manière dont les gens se perçoivent par rapport aux autres ;
- le sentiment de vie communautaire ;
- le sentiment de fraternité dans la communauté ;
- l'échelle des priorités dans la vie des citoyens (valeurs) ;
- la propension à résider encore longtemps dans la même communauté.

La première perception mentale qui différencie les milieux ruraux dynamiques de ceux qui sont en dévitalisation est le sentiment de vie communautaire. Parmi les individus qui admettent que ce sentiment existe dans leurs milieux, 58 % se trouvent dans les milieux ruraux dynamiques, tandis que parmi ceux qui jugent que ce sentiment n'existe pas dans leurs communautés, presque les trois quarts (74 %) vivent dans les collectivités en dévitalisation. Dans ce dernier cas, l'absence d'un sentiment de vie communautaire s'arrime à la propension à déserter le milieu, attendu que 82 % des personnes qui n'éprouvent pas un sentiment de vie communautaire et qui ont une propension élevée à quitter le village, se retrouvent dans les communautés en difficulté.

En explorant les autres indicateurs de perceptions de la ruralité, nous voyons que, selon la situation du milieu, il y a une différence dans la hiérarchie des priorités chez les ruraux ayant un sentiment de vie

[18.219.22.169] Project MUSE (2024-04-25 12:52 GMT)

communautaire. En fait, certains privilégient la proximité (la famille, les amis, les relations, etc.), alors que d'autres avantagent la santé, le bien-être social, les ressources financières ainsi que l'emploi.

En termes de répartition, on compte plus de personnes qui vivent dans les communautés dévitalisées parmi les ruraux qui ont comme priorité la proximité (74 %), alors que dans les communautés dynamiques, ces gens ne représentent que 26 %. Mais, quand les répondants priorisent les ressources et l'emploi, les milieux dans lesquels ils vivent sont dynamiques dans près de sept dixièmes des cas (69 %).

La vision de la ruralité a un impact seulement dans un milieu qui privilégie les relations de proximité au détriment des ressources financières et de l'emploi. Dans ce contexte, les personnes qui ont une vision positive sur l'avenir de la ruralité appartiennent aux milieux dynamiques dans 54 % des cas. Dans le cas contraire (visions négatives), 67 % appartiennent aux milieux dévitalisés.

Concernant la propension à quitter ou à rester plus longtemps en milieu rural, le fait marquant concerne surtout les habitants des communautés en déclin. En effet, dans ces dernières, peu importe l'image (positive ou négative) qu'on a du milieu, les gens veulent toujours le quitter, puisque 80 % des personnes qui ont une image négative veulent absolument quitter et parmi ceux qui en ont une image positive, 77 % veulent aussi le quitter.

Quant aux collectivités dynamiques, les proportions de personnes qui veulent quitter sont relativement moindres (de l'ordre de 30 à 40 %). Les personnes interrogées dans les collectivités rurales dynamiques semblent plus optimistes quant à l'avenir de leur milieu. Cela justifie, par ailleurs, que selon le type de milieu, les priorités soient différentes et la tendance à y rester ou à quitter ne soit pas exactement la même.

Il est possible de déduire à partir de ce qui précède que les ruraux qui habitent les milieux en difficulté ont une image peu valorisante de leur communauté ; ils sont déçus par la disparition des formes de solidarité, qui furent jadis la marque particulière de la ruralité. Lorsque les habitants se connaissaient, s'entraidaient, vivaient en symbiose, la vie communautaire florissait et la fraternité régissait les relations. Tout cela semble avoir disparu avec les nouveaux modes de vie, entraînant ainsi une certaine déception. Ceci est si vrai que parmi les gens ayant un sentiment de vie communautaire, près de huit personnes sur dix (78 %) pensent maintenant que les choses les plus importantes dans leur vie et dans leur société sont les relations de voisinage et la promotion des valeurs familiales et de l'amitié.

Ce dernier élément nous conduit à poser la question à savoir si les ruraux veulent dire par là que la proximité est une valeur qu'ils chérissent encore et qui leur manque dans le contexte présent, qui s'avère de plus en plus incertain. Sinon, cela démontre que nous sommes bien en présence d'une autre vision du monde rural ; une vision éloignée et différente de ce qu'on pense toujours des milieux ruraux.

En fait, on a tendance à dire que le monde rural est l'endroit idéal où règnent les relations de proximité et de fraternité, mais les résultats interprétés ci-dessus démontrent que ce n'est pas toujours le cas.

Terminons cette section sur la mesure des facteurs intangibles du développement territorial en rappelant quelques points forts et essentiels.

CONCLUSION

À partir de la base des données analysées dans la recherche sur la nouvelle économie rurale, nous pouvons soutenir que le dynamisme observable dans certains milieux ruraux serait causé par le fait que ces milieux sont plus ouverts aux différences sociales (diversité symbolique). Leurs habitants et les organisations locales sont plus en mesure de s'investir dans les activités promotionnelles ; ils donnent plus en argent, en temps et en ressources de tous genres (investissement-réinvestissement). De plus, c'est toujours dans les milieux ruraux dynamiques que se trouvent la plupart des personnes, des entreprises et des organisations civiques qui sont les plus portées à établir des réseaux locaux : verticaux et horizontaux, formels ou informels. C'est là aussi que les gens ont une image relativement positive et plus optimiste de l'avenir et du bien-être collectif.

On observe cependant un comportement tout à fait inverse chez les ruraux qui habitent les villages en déclin. Car dans bien des cas, les gens et les organismes y établissent très peu de réseaux internes ou locaux. Souvent, les organisations privées comme les habitants se réfèrent principalement aux circuits formels extracommunautaires (régionaux, provinciaux et nationaux) plutôt qu'aux circuits internes.

Ce comportement dissemblable en tous points de vue entre les territoires ruraux dynamiques et les moins dynamiques suggère que la relation entre les quatre facteurs intangibles étudiés et la dynamique locale est quelque chose de réel, même si elle peut paraître difficile à quantifier. Mais contrairement à la thèse de Robert Putnam (qui met l'accent sur le nombre d'associations civiques), nous concevons que le nombre d'associations civiques ou bénévoles n'est pas un gage suffisant pour dire que tel milieu a du capital social. C'est plutôt le travail innovateur des

organismes, peu nombreux soient-ils, et la motivation des acteurs locaux qui comptent. À ce sujet, nous pensons que Cornelia et Ian Flora ont bien raison de souligner cet aspect des choses (la qualité du capital social) qui a longtemps été laissé de côté par les analyses économiques.

Pour clore, trois conclusions importantes nous semblent découler des analyses empiriques réalisées ici. Premièrement, le développement territorial d'un milieu donné dépend aussi des facteurs dits intangibles. Mais, étant donné que nous n'avons pas établi un coefficient de détermination qui donnerait un pourcentage de la corrélation entre les facteurs intangibles et le statut de la communauté rurale sur le plan du développement local, nous ne pouvons pas avancer l'idée que les facteurs intangibles ont un impact plus grand, égal ou moindre que celui des facteurs tangibles (démographie, économie, éloignement géographique, etc.). En revanche, les facteurs intangibles, dans les différentes dimensions que nous avons prises en compte, sont associés de manière significative à la dynamique du développement local au sein des communautés rurales de notre échantillon d'analyse.

Deuxièmement, le portrait d'une communauté en déclin est celui d'un milieu sans une bonne ouverture au changement et à la différence et d'un milieu manifestant une faible capacité de mobilisation des ressources humaines et économiques locales. À ces deux dimensions, il faut ajouter une faible capacité de travailler ensemble ou en partenariat. Dans ce type de milieu, les chicanes internes sont fréquentes, la population ne s'intéresse pas à la gestion des affaires locales ; de plus, on se sent diminué et différent des autres. Cela fait que le sentiment d'appartenance est presque inexistant, les représentations sociales sont négatives et très peu de projets de développement mobilisent les citoyens. Par contre, dans une communauté dynamique, on observe une ouverture à autrui, une vie communautaire significative, un sentiment de coopération, une capacité de mobilisation autour des causes communes, un leadership partagé et démocratique, etc. En tenant pour acquis ce qui vient d'être dit, nous avons l'impression qu'il y a une conjonction des situations favorables dans les milieux dynamiques, alors qu'il y a, à l'opposé, une réunion des situations défavorables dans les milieux ruraux en difficulté.

Ce constat nous conduit à la conclusion que, *mutatis mutandis*, sur le plan de la qualité des liens ou des réseaux, les communautés dynamiques sont plus en mesure de se prendre en main, tandis que les communautés dévitalisées ne le sont que dans une moindre mesure.

Troisièmement, sans prétendre avoir épuisé le sujet, nous avons pu examiner plusieurs facettes des facteurs intangibles du développement. Notre conclusion est que ces facteurs s'enrichissent et peuvent être influencés par l'environnement politique, économique ou social du milieu

[18.219.22.169] Project MUSE (2024-04-25 12:52 GMT)

et surtout par l'état d'esprit de la population. Ainsi, tout se joue dans un champ dont les tenants et les aboutissants ne se mesurent plus par les instruments traditionnels hérités des analyses du développement économique. Somme toute, les déterminants du développement endogène analysés ci-dessus sont une source de la cohésion sociale et de la créativité, sans laquelle le développement territorial (local ou régional) est impossible. Par conséquent, toute politique de revitalisation rurale doit, pour sa réussite, tenir compte de ces facteurs intangibles.

BIBLIOGRAPHIE

Côté, Louis (2001). « La place du capital social comme facteur explicatif des différences de performance des Conseils régionaux de développement du Québec », *Administration publique du Canada*, vol. 44, nº 1, p. 47-66.

Becattini, Giacomo (1989). « Les districts industriels en Italie », dans M. Mariani et al., *La Flexibilité en Italie*, Paris, MIRE-TEN, p. 261-271.

Bourdieu, Pierre (1980). « Le capital social: notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 31, p. 2-3.

Ependa, Augustin (2003). *Les milieux ruraux québécois en restructuration : diagnostic, facteurs tangibles et intangibles de dévitalisation rurale et perspective de développement local approprié*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 387 p. Thèse de doctorat.

Flora, Butler C. et Ian L. Flora (1993). « Entrepreneurial Social Infrastructure : A Necessary Ingredient in Rural Blueprint for Tomorrow », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 529, p. 48-58.

Frouws, Jaap (1998). « The Contested Redefinition of the Countryside. An Analysis of Rural Discourses in the Netherlands », *Sociologia Ruralis*, vol. 38, nº 1, p. 54-68.

Jean, Bruno (2000). « Territoires ruraux, territoires d'avenir : ruralité, modernité avancée et recomposition des systèmes ruraux » dans N. Croix (dir.), *Des campagnes vivantes : un modèle pour l'Europe ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 149-164.

Jean, Bruno et Augustin Ependa (2004). « Le capital social et le renforcement des capacités de développement des communautés rurales : les enseignements d'une étude canadienne », *Revue d'économie régionale et urbaine* (RERU), nº 5, p. 673-694.

Joyal, André (2002). *Le développement local. Comment stimuler l'économie des régions en difficulté*, Québec, IRQC, 156 p.

Kayser, Bernard (1990). *La renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, Armand Colin, 316 p.

Lemieux, Vincent (1997). *La décentralisation*, Québec, IQRC, 129 p.

Perrier-Cornet, Philippe (dir.) (2002a). *À qui appartient l'espace rural?*, Paris, L'Aube-DATAR, 141 p.

Perrier-Cornet Philippe (dir.) (2002b). *Repenser les campagnes*, Paris, L'Aube, 288 p.

Putnam, Robert (1999). « Le déclin du capital social aux États-Unis », *Lien social et Politiques – RIAC*, nº 41, p. 13-21.

Reimer, Bill (1997). *Understanding the New Rural Economy : Choices and Options. Sample Selection*, Montréal, Concordia University, p. 7-13.

Schmitt, Bertrand et Florence Goeffette-Nagot (2000). « Définir l'espace rural ? De la difficulté d'une définition conceptuelle à la nécessité d'une délimitation statistique », *Économie rurale*, nº 257, p. 42-55.

Servolin, Claude (1989). *L'agriculture moderne*, Paris, Seuil, 318 p.

Vachon, Bernard (dir.) (1991). *Le Québec rural dans tous ses états*, Québec, Boréal, 311 p.

Vachon, Bernard et Francine Coallier (1998). *Motifs, orientations et éléments de stratégies préconisés par l'Union européenne et l'OCDE en matière de développement rural*, Québec, Solidarité rurale du Québec, 58 p.

White, Deena et Maurice Lévesque (1999). « Le concept de capital social et ses usages », *Lien social et Politiques – RIAC*, nº 4, p. 23-33.

Woolcock, Michael (2001). « Le rôle du capital social dans la compréhension des résultats sociaux et économiques », *ISUMA,* vol. 2, nº 1, p. 11-18.